

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Covid-19/ PAT : le gouvernement Ossouka obtient la confiance des bailleurs de fonds

**LA** bonne gestion de la pandémie de Covid-19 aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan économique a convaincu les principaux partenaires au développement du Gabon, sur la capacité du pays à juguler les effets néfastes de cette crise sanitaire, estime le Fonds monétaire international (FMI). D'où le nouvel appui budgétaire de 319 milliards de francs accordé par le Conseil d'administration du Fonds sur une période de 3 ans (2021-2023).

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

Les arguments présentés par le gouvernement Ossouka Raponda sur la crédibilité du Plan d'accélération de la transformation (PAT) ont finalement convaincu les instances dirigeantes du Fonds monétaire international (FMI) ainsi que les autres principaux bailleurs de fonds traditionnels du Gabon (Banque mondiale, Banque africaine de développement (Bad), Agence française de développement (AFD).

Ainsi que nous l'annoncions dans notre édition d'hier, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 28 juillet dernier, un accord élargi de trois ans au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Gabon pour un montant de 388,8 millions de DTS (environ

L'approbation du Conseil d'administration permet le décaissement immédiat d'environ 115.25 millions de dollars américains/ 63 milliards de FCFA pour l'appui budgétaire.

553.2 millions de dollars américains/319 milliards de francs), soit 180% de la quote-part du Gabon, pour faire face à la crise de la pandémie de Covid-19 et soutenir la mise en œuvre de la stratégie de relance économique 2021-23 des autorités. L'approbation du Conseil d'administration permet le décaissement immédiat d'environ 115.25 millions de dollars américains/ 63 milliards de FCFA pour l'appui budgétaire. Selon le Fonds, la réponse proactive du gouvernement a permis de contenir la propagation du Covid-19 et de sauver des vies. Cependant, la pandémie et la chute des prix du

pétrole ont durement touché l'économie, accentuant ainsi les déséquilibres macroéconomiques et pesant sur l'activité économique, le chômage et la pauvreté.

Bien que l'économie nationale montre des signes de reprise, les perspectives restent fortement dépendantes de la trajectoire de la pandémie, du déploiement effectif des vaccins et de la mise en œuvre des réformes structurelles.

Pour le FMI, le programme des autorités gabonaises vise à renforcer la réponse du pays à la pandémie, à réduire les vulnérabilités budgétaires et la dette publique et à favoriser

une croissance durable, verte, inclusive et tirée par le secteur privé.

À cette fin, des efforts, notamment pour améliorer la gouvernance et la transparence afin d'accroître les recettes intérieures, y compris dans les secteurs pétrolier et minier, et l'efficacité des dépenses, sont essentiels pour créer de l'espace budgétaire pour les investissements et les dépenses sociales tant nécessaires dans le pays. L'accord soutiendra également le programme de réformes plus large de la stratégie régionale de la Cémac.



La cheffe du gouvernement Rose Christiane Ossouka Raponda.

### «L'économie gabonaise se redresse progressivement après le ralentissement économique induit par la pandémie de Covid-19 en 2020»

MSM  
Libreville/Gabon

Avec la pandémie de Covid-19 et ses conséquences néfastes dans plusieurs secteurs de l'économie nationale, le Gabon présente-t-il réellement des perspectives de reprise de la croissance ?

À l'issue des discussions du Conseil d'administration, le directeur général adjoint du FMI, Mitsuhiro Furusawa, a fait la déclaration suivante :

« L'économie gabonaise se redresse progressivement après le ralentissement économique induit par la pandémie de Covid-19 en 2020.

Cependant, la pandémie et la forte baisse des prix du pétrole ont aggravé les vulnérabilités économiques et financières préexistantes, et les perspectives à court terme restent soumises à une grande incertitude et à des risques de détérioration. Un déploiement lent des vaccins ou de nouvelles vagues d'infection pourraient retarder la reprise jusqu'en



Le DG adjoint du FMI, Mitsuhiro Furusawa.

2022 ou au-delà.

Le nouvel accord au titre du mécanisme élargi de crédit soutiendra le redressement post-pandémique du pays et ancrera la mise en œuvre de réformes. La priorité immédiate demeure de sauver des vies et des moyens de subsistance. À mesure que la crise s'atténue, l'accent sera mis sur la résolution des problèmes structurels existant depuis de longue date afin de placer la dette publique sur une trajectoire fermement baissière et de favoriser une croissance forte, durable, verte et inclusive, et tirée par le secteur privé.

Le rythme de la consolidation budgétaire devrait être aligné sur les besoins de la reprise économique. La politique budgétaire devrait continuer à soutenir la reprise à court terme. Une fois que la reprise reposera sur des bases solides, une consolidation budgétaire plus ambitieuse sera nécessaire pour réduire le niveau de la dette publique et les vulnérabilités macroéconomiques tout en assurant une croissance forte et inclusive. À cette fin, des efforts, notamment pour améliorer la gouvernance et la transparence afin de renforcer la mobilisation

des recettes intérieures et l'efficacité des dépenses, sont essentiels pour créer un espace budgétaire pour les investissements et les dépenses sociales indispensables.

Il sera également important de faire avancer le programme de réformes structurelles pour soutenir une reprise durable et inclusive. Le renforcement du secteur bancaire et de l'inclusion financière, l'amélioration de l'environnement des affaires et le renforcement du cadre de lutte contre la corruption permettraient d'éliminer certains goulots d'étranglement existant de longue date dans l'économie et de promouvoir l'investissement privé et la croissance inclusive.

Le programme du Gabon est soutenu par la mise en œuvre de politiques et réformes par les institutions régionales de la Cémac dans les domaines de la réglementation des changes et du cadre de politique monétaire, et pour soutenir une accumulation d'avoirs extérieurs nets au niveau régional, qui sont essentiels à la réussite du programme. »